

envahir les « dancefloors ». Pas davantage une séance de gymnastique mêlant Tai-chi-chuan et close-combat. Pas plus un parcours du combattant en zone urbaine. Ni une épreuve du dernier jeu télévisé pour gagner des millions... Ce que vous voyez sur cette photo, ce sont les participants d'un des modules de l'expo interactive « Deviens un héros » qui a été présentée pour la première fois en région parisienne samedi, au siège du Défap. De quoi réaliser que cette exposition n'avait rien de statique et qu'elle stimulait au contraire l'engagement physique... Et si l'on n'y gagnait pas des millions, on pouvait en tout cas y développer des super-pouvoirs fort utiles face aux maux actuels de notre société...

À mi-chemin entre l'exposition et l'animation, entre le spectacle et le jeu, « Deviens un héros » est un concept qui a été développé à l'origine par les EUL, les Équipes Luthériennes Unionistes, en Alsace. Destinée depuis sa création à permettre la rencontre, le partage et les réflexions pour les jeunes, en lien avec l'Évangile, cette association a décidé depuis plusieurs années, à travers « Deviens un héros », de s'engager contre les tentations de repli au sein de notre société et contre les risques de stigmatisation des minorités. Grâce à la collaboration entre le Défap et le service Catéchèse de l'Église protestante unie de région parisienne, cette exposition interactive a pu être présentée pour la première fois à Paris le samedi 21 janvier.



Qu'est-ce qui définit l'identité d'un individu ? © Défap

« Les jeunes ont bien joué le jeu, et ont beaucoup apprécié »,

témoigne Éline, du service Animation du Défap, qui animait l'exposition interactive. Pour cette première journée, deux groupes de jeunes, avec des moyennes d'âge assez différentes, ont eu l'occasion de développer leurs « super-pouvoirs » pour lutter contre les discriminations. Chacun a pu explorer un module distinct : l'un centré sur le groupe et les effets de groupe, l'autre sur les préjugés et les stéréotypes. Avec à chaque fois l'idée, non d'apporter des réponses toutes faites, mais de pousser les participants à la réflexion. Les participants du matin ont déjà fait savoir qu'ils espéraient pouvoir emprunter le matériel de l'exposition pour des animations dans leur propre paroisse... Ce qui est précisément le but recherché : l'idée est en effet de rendre cette exposition itinérante, et qu'après sa présentation au Défap, elle puisse tourner dans d'autres villes de France, afin de sensibiliser un maximum de jeunes, de manière ludique.

En Alsace, animée par les Équipes Luthériennes Unionistes depuis 2017, cette exposition a déjà été présentée à près de 5000 jeunes (lycées et collèges, rencontres de jeunes en paroisse, week-ends de catéchèse...). Vous pouvez encore la découvrir au Défap les 11 et 12 février, avant qu'elle n'essaime : il reste de la place pour vous inscrire ! Le formulaire est ici :

[Inscrivez-vous !](#)



Méfiez-vous des étiquettes ! © Défap

Deviens un héros : s'engager contre les discriminations

Pour s'engager contre les discriminations ou lutter contre les tentations de repli qui menacent nos sociétés, pas besoin de venir de Krypton ou de Gotham : ce dont on a besoin, c'est de héros du quotidien ! C'est le thème de l'exposition interactive « Deviens un

héros », destinée aux 12-18 ans, développée par les Équipes Unionistes Luthériennes. À travers elle, les participants pourront apprendre à développer divers pouvoirs pour une société plus fraternelle... Vous pourrez la découvrir à Paris début 2023 grâce au Défap et au Service Catéchèse de la région parisienne de l'EPUdF. Pour tout savoir et vous inscrire, c'est ici !



[« Deviens un héros » : à découvrir début 2023 au Défap !](#)

« [Deviens un héros](#) », c'est bien plus qu'une exposition : c'est une animation interactive, destinée aux jeunes de 12 à 18 ans, et c'est surtout un outil pédagogique qui les amène à s'interroger sur leur façon de vivre, avec les autres et dans le monde, face aux peurs, aux tentations de repli et aux risques de dérives de nos sociétés. Le concept en a été

développé depuis plusieurs années en Alsace, à Neuwiller-les-Saverne, à l'initiative des [EUL](#) (les Équipes Unionistes Luthériennes). Le Défap et le Service Catéchèse de la région parisienne de l'EPUdF vous proposent désormais d'y participer à partir de début 2023. Pour la découvrir au Défap, rendez-vous au 102 boulevard Arago, à Paris, aux dates suivantes :



21.01.23,
11.02.23 ou 12.02.23
| 10h-17h



Au service protestant de mission - Défap
102 boulevard Arago 75014 Paris



Jeunes de 12 à 18 ans



Gratuit

À travers ce parcours ludique, les jeunes se forment à la lutte contre les discriminations et le racisme. Ils développent plusieurs pouvoirs pour devenir les héros qui changeront le monde ! Car pour cela, il n'est pas nécessaire d'attendre des super-héros venus de Krypton ou de Gotham : il est possible de devenir des héros du quotidien, en s'engageant pour une société plus fraternelle et plus ouverte.

Pour s'inscrire individuellement ou inscrire un groupe, le formulaire est [ici](#) :

[Inscrivez-vous !](#)

Comment se déroule la visite ?

Tout au long du parcours, au travers des différents modules, des débats sont suscités sur chaque thématique, amenant chacun à partager ses expériences vécues et à s'interroger sur les questions de la discrimination, du racisme, de la xénophobie...

L'exposition se décline en trois modules complémentaires mais

indépendants les uns des autres (les groupes, les préjugés, les discriminations). Au Défap, nous vous proposerons de découvrir deux de ces modules. À chaque créneau horaire, ces deux modules seront animés pour deux groupes de 15 personnes. Si vous réservez un seul créneau, vous découvrirez donc aléatoirement un seul module. Vous pouvez aussi réserver deux créneaux (le même jour ou deux jours différents) pour avoir la possibilité de vivre les deux modules. Si vous souhaitez après votre visite aborder également le troisième module, nous pourrions envisager ensemble comment faire.

L'animation autour d'un module dure environ deux heures et nous pouvons accueillir au maximum 30 personnes (en deux groupes de 15) sur un même créneau horaire.

Depuis 2017, l'exposition a été présentée à **près de 2000 jeunes** (lycées et collèges, rencontres de jeunes en paroisse, week-ends aux EUL...).

Pasteurs venus d'ailleurs : en route pour la deuxième session au Défap

La première session destinée à accueillir les pasteurs venus d'autres pays et d'autres contextes culturels avait eu lieu du 10 au 12 octobre au Défap. La deuxième session, destinée à partager les premières expériences de ces nouveaux ministres ou suffragants, et à favoriser une prise de recul, est prévue du 23 au 25 janvier. Une manière d'aider les nouveaux arrivants à

« prendre leurs marques » au sein des Églises ; ces sessions d'accueil ont été organisées par le Défap à la demande de l'EPUDF, de l'UEPAL et de l'EPUB.



Culte de reconnaissance du ministère pastoral-ordination d'Aymar Nkangou, le 13 septembre 2020 à Montbéliard © Défap
Ils seront une quinzaine, le lundi 23 janvier, à se retrouver au Défap à partir de midi : une quinzaine de pasteurs venus d'autres pays et d'autres Églises, et actuellement en France où ils ont déjà eu l'occasion de découvrir des contextes sociaux ou culturels parfois très nouveaux pour eux. Jusqu'au 25, ils pourront ainsi « débriefier » sur ces premiers mois passés en France. Objectifs affichés de cette deuxième session d'accueil : favoriser une prise de recul par le partage ; donner des éléments d'interculturalité ; et renforcer les acquis de la première rencontre, celle qui avait eu lieu en octobre dernier.

La première session visait surtout à donner des repères légaux et sociétaux ; améliorer la connaissance des Églises ; donner des informations déontologiques et financières ; mais aussi mettre en réseau les ministres nouvellement arrivés, leur proposer des personnes ressources. Elle combinait des modules

généraux présentant les diverses Églises dans lesquelles les nouveaux arrivants sont amenés à devenir pasteurs, ou destinés à leur donner des repères sociétaux, culturels et sur les styles de vie ou sur des questions clés comme celle de la laïcité, avec des témoignages de pasteurs étrangers déjà présents depuis plusieurs années en France. Un autre module s'attachait à questionner les stéréotypes sur les pays d'origine ou d'accueil des nouveaux arrivants. Pour cette session de janvier, les questions interculturelles rempliront une bonne partie des trois jours.

Retrouvez ci-dessous l'émission de radio diffusée sur Fréquence protestante et présentant la première de ces sessions d'accueil :

**Une première session pour
accueillir les pasteurs d'origine
étrangère, émission présentée par
Marion Rouillard**

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 26 octobre 2022 sur Fréquence Protestante

C'est à la demande de trois Églises protestantes – l'Église protestante unie de France (EPUdF), l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), et l'Église protestante unie de Belgique (EPUB) – que ces sessions d'accueil ont été organisées par le Défap. Elles sont le reflet d'une évolution qui touche aujourd'hui toutes les sociétés européennes, et auxquelles les Églises elles-mêmes participent. Car cette dimension multiculturelle née de la mondialisation, les Églises la vivent déjà au quotidien, à travers leurs paroissiens et à travers leurs pasteurs. Et les paroisses situées dans les lieux les plus densément urbanisés sont loin d'être seules concernées : aujourd'hui, même les villes moyennes ou les paroisses en zones rurales ont aussi

des paroissiens aux multiples origines, comme en témoignait récemment [Joël Dahan](#), pasteur de l'EPUdF dans le Bergeracois. La question des relations interculturelles au sein des Églises est un aspect sur lequel [le Défap travaille depuis des années](#) – en relation avec diverses Églises et [des programmes de formation comme celui de la CPLR](#) (le programme de la formation permanente des pasteurs de la Communion Protestante Luthéro-Réformée). Quant aux pasteurs, si l'on prend l'exemple de l'Église Protestante Unie de France (EPUdF), l'une des trois Églises fondatrices du Défap, les ministres d'origine étrangère y représentent une proportion croissante : ils étaient ainsi 22,6% selon les chiffres de 2015, les pasteurs originaires d'Afrique étant le deuxième contingent le plus important. Et parmi ces pasteurs venus d'Afrique, bon nombre étaient passés par le Défap.



Un aperçu de la première session de formation interculturelle organisée par le Défap pour des pasteurs arrivant de l'étranger © Défap

Voilà pourquoi la Commission des ministères, « commission

d'embauche » des futurs ministres de l'EPUdF, a pris depuis plusieurs années toute la mesure des changements induits par les évolutions de la société sur le profil des pasteurs. Cas similaires au sein de l'UEPAL, autre Église membre du Défap, et, plus au nord, au sein de l'EPUB. C'est de cette préoccupation commune qu'est née la demande, exprimée au Défap par ces trois Églises, d'une série de sessions permettant d'accueillir des ministres ou suffragants venant de l'étranger. Avec l'idée d'en faire des temps d'échange et de rencontre, mais aussi de donner à ces futurs pasteurs des clés de lecture, des repères et des ressources.

Volontariat de réciprocité : de partout vers partout...

Le Défap se lance dans le volontariat de réciprocité : les premières missions de service civique organisées en France dans ce cadre concerneront, au premier trimestre 2023, des jeunes venus d'Égypte, du Togo et du Bénin, qui seront accueillis à Rouen, Marseille et Strasbourg. Concrètement, le principe de réciprocité permet, à tous les pays accueillant des volontaires français, d'envoyer des jeunes pour une mission en France. Une manière de rééquilibrer les échanges entre le Nord et le Sud...



Visite d'un groupe de jeunes au Défap © Défap

Entretenir les liens entre Églises protestantes au près et au loin, c'est le rôle du Défap depuis plus d'une cinquantaine d'années. Et ces liens peuvent prendre aujourd'hui de multiples formes : des projets, du soutien à des instituts de formation théologique ou à des bibliothèques... et surtout, des échanges de personnes. Voyages de groupes, jeunes ou adultes ; échanges de professeurs ; accueil ou envoi de pasteurs, soutien aux recherches de boursiers, envoi de volontaires...

Dans le cas des volontaires, toutefois, les missions du Défap concernaient jusqu'à présent plutôt des ressortissants français partant à l'étranger. Or le volontariat de réciprocité offre un cadre juridique, encore trop peu utilisé, qui permet d'accueillir en France des volontaires de pays partenaires. Concrètement, le principe de réciprocité permet, à tous les pays accueillant des volontaires français, d'envoyer des jeunes pour une mission en France. Dans le cas du Défap, cela implique la possibilité non seulement d'envoyer à l'étranger, mais aussi d'accueillir en France des jeunes pour des missions utiles aux Églises. La possibilité juridique d'une telle forme de volontariat existe depuis 2010 ; mais

elle commence à peine à être utilisée. Cette volonté de rééquilibrage est portée depuis des années par France Volontaires, la plateforme française des engagements volontaires et solidaires à l'international, dont fait partie le Défap : elle a déjà publié deux guides sur le sujet et plaide régulièrement pour une meilleure connaissance de ce dispositif.

Des missions à Rouen, Marseille et Strasbourg

Quatre volontaires venus de trois pays (Égypte, Togo et Bénin) seront ainsi accueillis au cours du premier trimestre 2023 à l'occasion de missions à Rouen, Marseille et Strasbourg. La première se déroulera au sein de l'Entraide de l'Église protestante unie de Rouen. Le projet de l'Entraide est de venir en aide aux personnes en situation de précarité par la préparation et la distribution de colis alimentaires, l'aide financière et l'organisation de la vente annuelle de solidarité. Dans le cadre de cette mission, le volontaire sera amené à accueillir et orienter les bénéficiaires, animer les temps de partage autour de boissons chaudes et fraîches par des groupes de parole, des jeux de société ; participer à l'animation d'ateliers informatiques pour faciliter l'accès numérique aux bénéficiaires ; participer ponctuellement à des activités socio-culturelles d'accompagnement de personnes âgées ou migrantes comme des sorties culturelles, ateliers créatifs ou repas.

À Marseille, une autre de ces missions de service civique s'effectuera au sein de l'Association diaconale protestante Marhaban (ADPM). Engagée dans le centre-ville de Marseille depuis plus de 30 ans, elle a pour but de développer les liens sociaux, dans le contexte de l'immigration, par l'accueil inconditionnel, la solidarité et le partage. Les activités auxquelles sera associé le volontaire sont intégrées à des objectifs locaux de développement en lien avec la métropole, la mairie de Marseille et le département : aide alimentaire, alphabétisation, orientation sociale, avec pour finalité le

développement des compétences linguistiques et sociales et l'amélioration du vivre ensemble. Dans le cadre de cette mission, le volontaire sera amené à accueillir et orienter les bénéficiaires de l'association en fonction de leurs besoins ; à participer à l'animation de groupes de parole, à des ateliers de cohésion sociale (couture, sport...), à des cours de français ou d'anglais et à l'aide aux devoirs, ainsi qu'à l'organisation de fêtes et repas conviviaux pour créer du lien dans le quartier.

À Strasbourg, ce sont deux jeunes filles venues du Caire qui seront accueillies par les Diaconesses. Avec, là encore, des missions très diversifiées : animation, avec l'équipe, d'ateliers de type travaux manuels, lecture, jeux de société pour les personnes âgées ; lecture pour les personnes âgées mal-voyantes ; visites de convivialité auprès de résidents et résidentes âgées isolées dans leur chambre ; accompagnement de sorties de la vie courante (courses, rendez-vous médicaux) ; aide à l'accès aux outils informatiques pour maintenir le lien et la communication avec les proches... Toutes ces activités s'inscriront dans la vie quotidienne de la Maison, qui accueille également des jeunes de passage.

Courrier de mission : « Deviens un héros »

Invitées fin décembre par Marion Rouillard pour l'émission « Courrier de mission – le Défap » sur Fréquence protestante, Barbara Siévé et Eline O. ont présenté l'exposition interactive « Deviens un héros »

conçue pour sensibiliser les jeunes aux préjugés. Une exposition que vous pourrez découvrir au siège du Défap, au 102 boulevard Arago, à Paris, à partir du 21 janvier.



Courrier de mission : « Deviens un héros », émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 28 décembre 2022 sur Fréquence Protestante

Côte d'Ivoire : « Akwaba » Étienne !

Étienne est parti avec le Défap en tant que Volontaire de solidarité internationale sur une mission de Gestion de projets en Côte d'Ivoire. C'est un envoyé « porté », formé par le Défap, mais parti pour travailler sur un projet de la Mission biblique, et avec son partenaire ivoirien : l'Union des Églises Évangéliques Services et Œuvres (UEESO), et plus particulièrement son Service d'Animation Rural (SAR), installé à Danané depuis 1983.



Étienne accueilli à France Volontaires lors de son arrivée à Abidjan © France Volontaires Côte d'Ivoire

Depuis quand es-tu arrivé en Côte d'Ivoire et comment as-tu vécu ce retour ?

Étienne : J'ai atterri le 1er novembre à Abidjan vers 20 heures et je suis allé rencontrer l'équipe une semaine plus tard. C'est la troisième fois que je viens dans ce pays, mais je crois que je sens toujours autant le décalage par rapport à la manière de conduire. Il y a aussi un autre aspect : ce que les gens partagent facilement ou au contraire gardent plutôt pour eux. Ici, les réticences ne concernent pas tellement les biens matériels, mais plutôt les connaissances : autant, en Côte d'Ivoire, on prête à l'autre ou on l'accueille sans problème, autant il est difficile de partager les informations. Un exemple qui me vient en tête : j'ai rencontré à Abidjan un Guinéen qui apprend un travail aux jeunes de la

rue. Il m'a expliqué qu'en Côte d'Ivoire, l'apprentissage se faisait uniquement en regardant. Les apprentis sont autour de leur formateur et observent ses gestes, mais n'ont pas le droit de poser de questions. Ce formateur guinéen au contraire, ayant appris auprès d'un Suisse, en a gardé une autre manière d'enseigner : il insiste auprès des jeunes pour qu'ils posent des questions durant l'apprentissage. Et il obtient ainsi de meilleurs résultats que des apprentis formés à la manière habituelle...

À quoi as-tu consacré ta première semaine à Abidjan ?

J'ai commencé à m'acclimater au temps ivoirien, et je me suis lancé dans les nécessaires démarches administratives. J'ai aussi rencontré les différents dirigeants de l'organisation qui m'accueille cette année : l'UEESO (Union des Églises Évangéliques Services et Œuvres), qui est le partenaire en Côte d'Ivoire de la Mission biblique. Et j'ai été accueilli par Sarah qui m'a présentée France Volontaires, puis par Souleymane qui dirige France Volontaires Côte d'Ivoire. J'ai pu leur présenter le projet sur lequel je vais être amené à travailler. Ils ont bien évidemment commencé en me souhaitant « Akwaba » (ce qui signifie « bienvenue » ou plutôt « bonne arrivée » en langue Akan) et ont fini par me « donner la route » (formulation rituelle pour prendre congé à l'issue d'une visite).

Où en es-tu du projet ?

Il commence doucement. Je suis parti d'Abidjan il y a deux semaines pour Danané, à l'ouest de la Côte d'Ivoire. Je vais être chargé de développer l'animation jeunesse pour les jeunes sur le plan local, et d'apporter une expertise dans la construction de bâtiments et dans le développement d'activités génératrices de revenus.

Dans le cadre de ma mission au sein de l'UEESO, je vais travailler d'abord au sein du SAR, le service d'animation

rurale, implanté à Danané. C'est au sein du SAR que j'effectuerai des animations jeunesse. Ensuite, je vais être amené à collaborer avec une association partenaire du SAR : une ONG locale du nom de Profev Union ; et je mettrai à son service mes compétences dans le domaine de la construction. C'est avec elle que je vais aider à développer des activités génératrices de revenus. Il s'agira d'abord de construire des escargotières. J'ai eu l'occasion de rencontrer le directeur de ce partenaire du service d'animation rurale de l'UEESO : le pasteur Antoine Troh Koya, qui m'a détaillé le projet. Les escargots ivoiriens sont une denrée assez prisée, d'après ce qu'il m'a dit ; et leur élevage est assez simple. Il faut principalement de la place pour construire les bâtiments ; éviter que des escargots ne puissent se répandre et provoquer des dégâts aux cultures alentour... Je participerai à une session de formation à l'élevage, au cours de laquelle mon rôle sera d'apprendre aux participants à construire les locaux destinés aux escargots.

Et ensuite ?

Il y aura d'autres activités génératrices de revenus à développer... Je peux y apporter mes compétences en construction – en plus des compétences en animation que j'ai eu l'occasion de développer ici même de par mes activités passées. Outre le fait d'être directement utile dans ces projets, cela me permettra d'apprendre à mieux connaître les différents besoins locaux, ainsi que la culture ivoirienne d'une manière générale. Car je compte entreprendre un projet sur du long terme, soit en Côte d'Ivoire même, soit dans un autre pays d'Afrique subsaharienne, et cela me permettra de cibler le domaine dans lequel je veux m'investir.

Nuits de la lecture : peur de l'autre

Les 7ème « Nuits de la lecture » se tiennent du 19 au 22 janvier 2023 sur le thème de la peur. Le Défap participe à cet événement organisé par le Centre national du livre à travers une soirée de lecture à haute voix de textes choisis dans sa bibliothèque, ou puisés parmi les créations des participants, sur le thème de la « Peur de l'autre ». Pour tout savoir et vous inscrire, c'est ici !



Détail de l'affiche des 7èmes « Nuits de la lecture », créée par l'artiste Aude Samama

Après l'amour en 2022, les Nuits de la lecture se tournent vers un autre genre de sensations fortes, puisque le thème choisi pour la 7ème édition est celui de la peur... Créées en 2017 par le ministère de la Culture pour promouvoir le livre et la lecture, elles sont aujourd'hui organisées par le Centre national du livre (CNL). Elles fédèrent chaque année plusieurs milliers d'événements en France, portés par les professionnels du livre et les lecteurs. Cette année le Défap y participe et a choisi pour thème « Peur de l'autre ».

Dans les albums et contes, dévoreurs à dents longues, sorcières, diables et autres monstres nous parlent de nos peurs enfantines – ce qui nous dépasse, nous menace, ce qui nous est inconnu.

Adultes, nos lectures continuent à interroger notre intériorité et notre regard sur le monde : que deviennent alors nos peurs enfantines ? Peur de l'autre, étranger qui vient fracturer notre intime dans la rencontre ? Peur de l'autre, étrange-té inavouable – parce que inacceptable – en nous ?

Pour participer, rendez-vous au 102 boulevard Arago, à Paris :



20 janvier 2023
| 19h-21h



Au service protestant de mission - Défap
102 boulevard Arago 75014 Paris



Public adulte



Gratuit

Des sélections de textes, puisés dans les rayonnages de la bibliothèque, vont venir éclairer cette question.

Vous pouvez aussi participer en envoyant votre texte (1500 mots) sur le thème de cette soirée « Peur de l'autre ». Après sélection, certains d'entre eux seront lus pendant la soirée,

et tous les écrits rejoindront le recueil de textes. Tout genre littéraire est bienvenu : poésie, philosophie, roman, BD... Envoyez votre texte à animation@defap.fr avant le 20/12/2022.

Pour s'inscrire individuellement ou inscrire un groupe, le formulaire est ici :

[Inscrivez-vous !](#)

L'entrée est gratuite ; mais le nombre de place étant limité, l'inscription préalable pour participer à cette soirée est fortement recommandée.

Une soirée de lectures à haute voix pour écouter les mots des autres. Sans peur aucune ?

Le Secaar : innover face aux défis climatiques

Trouver des solutions face aux défis tant humains qu'écologiques que posent les grands enjeux actuels, notamment liés au changement climatique : c'est ce que fait le Secaar, organisation au service du développement holistique, qui regroupe 19 Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, et dont le Défap est membre fondateur. C'est précisément l'une des actions soutenues par le Secaar qui va être portée par le Défap dans le cadre de son projet de compensation carbone.



Photo prise durant un atelier du Secaar sur les plantes médicinales – août 2019, Kpalimé, Togo © Secaar

S'adapter au changement climatique, ça ne se résume pas à appliquer mécaniquement une série de recettes. Il faut au contraire expérimenter, innover ; et pour cela, bien connaître les enjeux. Il y faut des compétences, de l'expérience, une démarche éprouvée. Le Défap ne peut se prévaloir d'une telle expertise, mais il peut s'appuyer sur des partenaires à la solidité reconnue.

Depuis l'origine, la notion de réseau est une part fondamentale de l'identité du Défap : sa création en 1971 a coïncidé avec celle de la Cevaa, Communauté d'Églises en Mission au sein de laquelle prennent place une large part de ses actions ; il se présente comme le service missionnaire commun de plusieurs Églises protestantes de France ; et il entretient depuis longtemps des relations étroites avec nombre

de partenaires associatifs dans le monde protestant. Il a contribué à la création d'organismes très divers, toujours dans le monde protestant, avec à chaque fois ce même souci de maintenir le lien et les relations solidaires. C'est le cas du Secaar.

Une approche mêlant étroitement spiritualité et solidarité

Loin d'une course au développement à tout crin, le Secaar (Service chrétien d'appui à l'animation rurale), un réseau de dix-neuf Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, présent dans une douzaine de pays, cherche à promouvoir l'être humain dans toutes ses dimensions : spirituelle, sociale et matérielle. Ses actions se déploient selon cinq axes de travail : le développement intégral (considérer l'être humain comme une créature avec des besoins matériels mais également relationnels et spirituels), l'agroécologie (maintenir les équilibres des écosystèmes), le climat et l'environnement (système alimentaire mondial plus juste, avec respect de l'environnement), les droits humains (promotion de la dignité humaine et accès équitable aux ressources), et la gestion de projet (accompagnement et/ou suivi). Il a été fondé en 1988 au Bénin, avant d'être officiellement constitué en association internationale en 1994 à Yaoundé, au Cameroun. Son siège se trouve aujourd'hui à Lausanne, en Suisse, et le secrétariat exécutif à Lomé, au Togo.

Le Secaar, c'est donc une trentaine d'années d'histoire et d'expériences, une approche bien spécifique mêlant étroitement spiritualité et solidarité ; et c'est aussi une organisation dont le Défap est membre fondateur, et avec lequel il entretient des liens suivis. Lieu d'expérimentation, de formation et accompagnement de structures et de communautés locales, le Secaar ambitionne d'être un réseau qui contribue au développement local. Il est de plus en plus reconnu pour ses compétences et la qualité de son accompagnement.

Retrouvez ci-dessous quelques témoignages en vidéo illustrant la diversité des actions et des partenariats du Secaar :

Le Défap vise la neutralité carbone

Engagé depuis des années dans des projets visant à la sauvegarde de la création, le Défap a décidé d'aller jusqu'au bout de cette logique en se lançant dans une démarche de réduction de son empreinte écologique.



© *Maxpixel.net*

Parmi les trois grands axes de travail que s'est fixé le Défap dans son programme « Convictions et actions – 2021-2025 » figure la sauvegarde de la création : le Défap veut ainsi « s'engager pour la justice, le respect de la création et la dignité humaine ». Des préoccupations souvent intimement liées, et que résume bien le concept de « justice climatique », puisque les atteintes au climat se traduisent bien souvent par la perte de moyens de subsistance, par des destructions d'habitats, par des conditions de vie considérablement plus difficiles pour les habitants des pays les plus pauvres. Si le Défap est engagé depuis longtemps dans des projets en lien avec l'environnement, pour aller jusqu'au bout de la logique de solidarité, il se devait aussi de limiter les effets secondaires de ses propres activités ayant un impact sur le climat.

En janvier 2022, le Conseil du Défap a décidé de formaliser ces engagements en se lançant dans une démarche de réduction de son empreinte écologique. Elle doit se traduire par la mise

en place d'un tableau de bord des dépenses en carbone, tenu par le Secrétariat général, et par une étude au sein de la Commission des Projets des pistes concrètes de « compensation carbone » au sein de son réseau. Les objectifs affichés en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre sont ambitieux : -40% d'ici 2030 (par rapport à l'année de référence, à savoir 2021) ; -50% d'ici 2040 et -60% à l'horizon 2050. Pour les atteindre, un audit énergétique est en cours de réalisation pour le siège du Défap ; et il s'agira parallèlement de réduire les pollutions liées aux déplacements.

Équiper en « foyers améliorés » les populations de quatre préfectures de la région du Nord du Togo

Les émissions de gaz à effet de serre qui n'auront pu être évitées devront par ailleurs être « compensées ». Cela signifie que le Défap s'engage à soutenir des activités destinées à diminuer la production de gaz à effet de serre, dans une proportion équivalente à ce qu'il produit lui-même, de façon à parvenir à un bilan global égal à zéro : la neutralité carbone. Pour cela, le Défap propose de labelliser annuellement, en lien avec la Cevaa, des projets de « compensation carbone » pour les Églises membres et ses partenaires. Ainsi, pour compenser ses émissions de gaz à effet de serre de l'année 2022, c'est vers le Secaar qu'il s'est tourné. Prévu pour 2023, ce projet vise à promouvoir des foyers améliorés, afin de réduire la déforestation et l'utilisation de butane ; ce qui contribuera aussi à réduire les maladies respiratoires causées par l'inhalation de la fumée.



Les foyers traditionnels sont très consommateurs en bois de chauffe © Maxpixel.net

Le principe de ces « foyers améliorés » est simple : il s'agit de limiter les pertes de chaleur que représentent les foyers ouverts – sachant que les fours de cuisson traditionnels sont généralement très consommateurs en bois de chauffe. En comparaison, les « foyers améliorés » permettent de limiter la consommation en bois : entre -50 % et -60 % par rapport aux techniques traditionnelles, ce qui, au-delà de la réduction des émissions de CO₂, représente une économie substantielle pour les familles concernées. Ce projet sera mené en partenariat avec la Division de Lutte contre la Pauvreté (DLP) de l'Église Évangélique du Togo (EÉPT). Là encore, l'objectif est ambitieux : il s'agira d'équiper les populations de quatre préfectures de la région du Nord du Togo (la Kozah, la Binah, Doufelgou et Dankpen) en foyers améliorés. Pour cela, il faudra mettre en place leur fabrication et former des personnes-ressources au niveau local.

De plus, le Secaar vient de se doter d'un centre écologique

(une ferme-école expérimentale) qui est le point culminant de la capitalisation des expériences de plusieurs années en matière de promotion et de diffusion de l'agroécologie. Ayant pour vision de rassembler périodiquement sur cette ferme les agriculteurs-trices du réseau pour des sessions de recyclage et de découverte des innovations agroécologiques, ce centre envisage de construire deux salles de formation à base de matériaux locaux. Ces salles accueilleront les acteurs agricoles pour des sessions de formation de courte durée en agroécologie. Elles seront équipées de panneaux photovoltaïques pour éviter l'utilisation de groupes électrogènes.

En Avent pour la justice climatique !

Pour faire de cette période de l'Avent un temps pour vivre un Noël plus conscient ! Des documents proposés par le groupe œcuménique Église verte d'Alsace et de Moselle.



Plantation de barrières écologiques dans la région de Makther, en Tunisie, où l'ATAE est engagée dans un programme de sauvegarde des terres cultivables face à la désertification, avec le soutien du Défap © ATAÉ

Le groupe œcuménique Église verte d'Alsace et de Moselle, composé par Anne Fuchs, Jean-Sébastien Ingrand, Richard Muller et Danielle da Pont, invite à prendre le temps en cette période de l'Avent pour réfléchir à la justice climatique.

Le groupe propose un document thématique par semaine à télécharger :

- 1ère semaine de l'Avent : [Veillons dans l'Espérance](#)
- 2e semaine de l'Avent : [Veillons dans la Confiance](#)
- 3ème semaine de l'Avent : [Veillons dans la Joie](#)
- 4ème semaine de l'Avent : [Veillons dans la Bienveillance](#)

Chaque semaine, retrouvez des pistes de réflexions et surtout d'actions pour vivre un Noël plus vert et conscient.

« Levez les yeux vers le ciel et regardez ! Qui a créé cela ? C'est celui qui fait sortir les corps célestes en bon ordre. Il les appelle tous par leur nom. Son pouvoir est si grand, sa force si puissante que pas un seul ne manque. »

ESAÏE 40, 6

Contact :

Jean-Sébastien Ingrand, Pasteur chargé de mission justice climatique

Tél: 06 81 91 78 40

jean-sebastien.ingrand@uepal.fr

«La mission dans tous ses états» : un week-end de réflexion à Lyon avec le Défap

Comment parler de la mission aujourd'hui ? Comment

cette thématique doit-elle être prise en compte au sein des Églises ? Cette question, qui était déjà au cœur du dernier conseil national de l'EPUDF, a été évoquée à Lyon lors d'une table ronde à laquelle participaient notamment Basile Zouma et Emmanuelle Seyboldt.

La mission dans tous ses états !

SAM 26 NOVEMBRE
ESPACE BANCEL

16h Inauguration Expo
"Le monde change : la mission aussi !"
Le Defap fête son demi-siècle

17h30 : Table ronde
"Le défi missionnaire va-t-il changer la face de l'Eglise... ou juste la façade ?"

DIM 27 NOVEMBRE

10h30 Culte inter-culturel
GRAND TEMPLE

12 h 30 : Repas Festif
ESPACE BANCEL

17 h 30 : Culte-Cantate
avec l'Ensemble Bruecken
GRAND TEMPLE

Pasteur Basile ZOUMA
(Secrétaire général du DEFAP)

Bishop Robert INNES
(Evêque pour l'Europe)

Pasteure Emmanuelle SEYBOLDT
(Pdte du Conseil National)

Pasteur Peter HANSON
(Missionnaire Passeway)

 **Service Protestant de Mission Défap**

 **TRINITY CHURCH LYON**

 **EGUSE PROTESTANTE UNIE DE FRANCE**
Communauté méthodiste et réformée Lyon-Rhône-Alpes

 **Passeways**
Anglican & Protestant Shared Mission Project

Affiche de « La mission dans tous ses états », événement organisé à Lyon les 26 et 27 novembre © Défap

« Le défi missionnaire va-t-il changer la face de l'Église... ou juste la façade ? » Derrière le jeu de mots, un thème et un enjeu cruciaux, non seulement pour les organismes missionnaires comme le Défap... mais aussi pour les Églises elles-mêmes. En témoignaient la qualité des intervenants qui étaient présents, ce 26 novembre, pour débattre lors de la table ronde organisée à l'initiative du pasteur Pierre Blanzat à l'espace Bancel, à Lyon. Il y avait là Emmanuelle Seyboldt, présidente du Conseil national de l'Église protestante unie de France – l'EPUDF qui a précisément placé son dernier synode

national sous le thème de « Mission de l'Église et ministères » ; Basile Zouma, Secrétaire général du Défap ; Peter Hanson, pasteur luthérien américain qui œuvre à la fois à l'Église protestante unie de Lyon rive-gauche et à l'Église anglicane Trinity Church Lyon ; et Robert Innes, évêque anglican du diocèse d'Europe. Quatre intervenants pour cette table ronde, et pas moins de cinq organismes du milieu des Églises participant à ce week-end, puisque l'Église évangélique du Cameroun en France (qui a créé sa première paroisse française précisément à Lyon, en 2008) en était également partenaire. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si cet événement était organisé à Lyon, une ville où le dialogue œcuménique est particulièrement actif.

Par définition, la mission – y compris dans son acception profane – suppose un but à atteindre ; elle implique des efforts à accomplir et des difficultés à surmonter... Il n'y a pas de mission qui aille de soi. C'est d'autant plus vrai dans le domaine missionnaire – et plus encore aujourd'hui. Tous les organismes missionnaires sont poussés à mener des réflexions approfondies sur leur rôle, leurs moyens, leurs domaines d'intervention – et au-delà, sur ce qu'implique la mission aujourd'hui. Tous ont été amenés à se réformer pour pouvoir adapter leur action dans un monde qui bouge, dans des sociétés qui se transforment de manière rapide et radicale.



*Emmanuelle Seyboldt et Robert Innes au Grand Temple de Lyon
pour le culte du premier dimanche de l'avent © Église
Protestante Unie de Lyon Rive Gauche*

Comment parler de la mission en Europe aujourd'hui, comment répondre aux défis du monde actuel comme, par exemple, celui de la participation des Églises aux grands débats de société, celui de la relation aux exclus, aux migrants, celui de la sauvegarde de la création ? Quel témoignage porter dans une société où les Églises, en tant qu'institutions, sont en perte d'influence pendant que se développent des formes de religiosité hors institutions ? Quelles relations trouver entre Églises – celles qui sont implantées dans notre pays de longue date, celles qui s'y implantent, parfois avec un projet ouvertement missionnaire, et celles établies au loin, avec lesquelles existent des relations de longue date ? Quelle place pour les échanges de personnes dans ces relations entre Églises, quelle place pour la solidarité internationale ? Quels équilibres trouver entre témoignage et action concrète ? Quelles relations avec les autres chrétiens, avec les autres religions ? Aucune de ces questions n'est vraiment nouvelle,

mais elles se posent d'année en année avec plus d'acuité.

« L'Église a des frontières qui vont bien plus loin qu'elle ne l'imagine »

À l'occasion de cette table ronde, les divers intervenants ont pu partager leurs expériences : le pasteur Peter Hanson, qui a longuement œuvré au Sénégal, a ainsi pu témoigner des effets du choc culturel... à l'aller, mais aussi au retour. Or, s'il s'attendait à devoir faire des efforts d'adaptation en allant des États-Unis, où il était né et avait grandi, au Sénégal, il ne s'attendait nullement à devoir se réadapter en revenant sur le territoire américain, où il a retrouvé un contexte, mais aussi un milieu d'Église très différents de ceux qu'il avait précédemment connus. Emmanuelle Seyboldt a évoqué le long travail de réflexion sur « Mission de l'Église et ministères » en cours au sein de l'EPUDF, mais aussi les partenariats noués avec d'autres Églises comme celle d'Angleterre, et a évoqué des expériences comme celle des « fresh expressions ». Basile Zouma, pour sa part, a rappelé l'histoire du Défap, tout le chemin parcouru depuis les années 70 jusqu'à aujourd'hui : « un parcours riche de rencontres, de relations, de réflexions » pour un organisme dont la vocation est « d'établir des ponts ». Et de souligner : « Dans aucune société humaine, il n'est naturel de penser à celui ou celle qui est loin ; on a d'abord tendance à penser à soi, aux proches. D'où l'intérêt de lieux « poils à gratter », destinés à nous rappeler que le monde ne se limite pas à notre petite sphère géographique ». Et au-delà même de cet aspect, les Églises ne peuvent prétendre se tenir à l'écart des grands changements du monde : leur composition même change en profondeur, ce qui est valable sur tout le territoire national, et pas seulement dans les grandes villes. Les mouvements de population touchent ainsi directement à la sociologie des paroisses.

« Si l'on prend l'exemple d'un continent avec lequel la France a des liens historiques, le continent africain, souligne

Basile Zouma, il faut bien se rendre compte qu'aujourd'hui, il existe des communautés issues de pays d'Afrique dans nombre de paroisses de l'EPUDF. Ces communautés participent à la vie de l'Église, l'enrichissent, et viennent aussi lui rappeler qu'elle a des frontières qui vont peut-être bien plus loin qu'elle ne l'imagine. L'Église d'aujourd'hui ne correspond plus au modèle qui avait cours il y a seulement quelques décennies, elle a poussé des branches si loin qu'elle ne s'en rend parfois plus vraiment compte elle-même : il n'est pas simple pour tout le monde de prendre conscience de cette nouvelle réalité. » Et Basile Zouma d'ajouter, pour répondre à la question qui donnait son thème à la table ronde : « que l'on parle de face ou de façade de l'Église, les deux sont importantes. Quand on a une façade dégarnie, ça ne donne pas envie d'entrer ; et quand on entre, on doit trouver quelque chose qui donne envie de rester. Dans l'Église, nous devons donc travailler notre présence au monde pour donner à la fois envie d'entrer et de rester. »

Au-delà de la table ronde, qui se tenait le samedi à 17h30 à l'espace Bancel avec les quatre intervenants, c'était le week-end entier qui était placé sous la thématique de la mission, avec un culte interculturel organisé le dimanche matin au Grand Temple de Lyon, et un culte-cantate dans l'après-midi avec l'ensemble Bruecken. C'était aussi l'occasion de présenter [l'exposition sur les 50 ans du Défap](#), qui aura prochainement vocation à circuler dans les paroisses de la région lyonnaise.

Courrier de mission : neuf

actions pour faire revivre Bangui

Né en République centrafricaine et ayant fait ses études de théologie à la Fateb, la Faculté de théologie évangélique de Bangui, avant de devenir boursier du Défap, Rodolphe Gozegba est désormais engagé dans un projet visant à améliorer les conditions de vie de la capitale de son pays, Bangui. Une capitale fragile et qui a frôlé la famine : c'est à ce premier problème que s'est attaquée l'association qu'il a fondée, A9. Mais au-delà, les objectifs sont plus ambitieux et vont de la création d'un réseau d'assistance psycho-sociale à la sensibilisation de la population à la question de l'environnement, en passant par la promotion du vivre-ensemble. Des objectifs que Rodolphe Gozegba a eu l'occasion de détailler au micro de Marion Rouillard, dont il était l'invité fin novembre pour l'émission « Courrier de mission – le Défap ».



Rodolphe Gozegba détaillant les projets de l'association A9

En République centrafricaine, les maux sont multiples et s'enchevêtrent. Le pays voit se succéder les épisodes de guerre plus ou moins ouverte depuis son indépendance ; le dernier conflit en date, la troisième guerre civile centrafricaine, s'est développé au cours de l'année 2013. Il a vu s'opposer les milices de la Seleka, à majorité musulmanes et fidèles au président Djotodia, à des groupes d'auto-défense chrétiens et animistes, les anti-balaka, fidèles à l'ancien président François Bozizé. Une guerre qui s'est traduite par des exactions sans nombre contre les civils et qui a laissé le pays déchiré et détruit. Depuis lors, la situation politique est d'une extrême instabilité, entre un gouvernement qui peine à faire reconnaître son autorité hors des limites de la capitale et des groupes armés qui revendiquent une légitimité politique. L'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR-RCA), signé en février 2019 avec 14 groupes armés, continue de servir de feuille de route pour la recherche de la paix et de la stabilité à long terme, même après le retrait des groupes armés liés à la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) en décembre 2020. La MINUSCA, force de maintien de la paix de l'ONU composée de plus de 15 000 hommes, reste présente dans le pays depuis 2014. Conséquence de cette instabilité récurrente, la RCA se classe au bas des indices du capital humain et du développement humain, à la 188ème place sur 189. Or parallèlement, le pays est très fragile face aux effets du changement climatique et voit se multiplier les événements climatiques extrêmes : en 2019 par exemple, de fortes inondations à Bangui ont forcé des dizaines de milliers de personnes à quitter leur domicile. Pendant que la diminution des ressources en eau et en pâturages dans les régions du Sahel et du lac Tchad provoque l'arrivée de nombreux éleveurs avec leurs troupeaux, ce qui crée aussi des tensions entre agriculteurs et éleveurs.

Lorsqu'il est venu en France depuis Bangui pour poursuivre des recherches en bénéficiant d'une bourse du Défap, Rodolphe Gozegba-de-Bombémbé avait déjà fait plusieurs années d'études à la Fateb, la Faculté de théologie évangélique de Bangui ; en se plongeant dans la pensée de Jürgen Moltmann, il a rapidement fait un parallèle entre cette théologie de l'espérance et des recommencements, et sa quête d'un espoir face aux maux affligeant son pays. Après avoir soutenu sa thèse de doctorat le 10 décembre 2020 à l'Institut protestant de théologie de Paris, Rodolphe Gozegba s'est lancé dans un projet concret pour aider ses compatriotes à Bangui. « En tant que théologien, ayant travaillé sur la théologie de Moltmann, qui place l'humain au cœur de toutes préoccupations, j'ai approché certains amis, et nous avons créé A9 », explique-t-il aujourd'hui au micro de Marion Rouillard.

Entretien avec Rodolphe Gozegba sur l'association A9, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 23 novembre 2022 sur Fréquence Protestante

A9 : une association qui a pour but d'intervenir, non pas dans un seul domaine, mais de manière globale, face à tous les maux de la société centrafricaine. Et avec, dès l'origine, une sensibilité particulière à l'environnement, un aspect le plus souvent négligé dans un pays où la paix reste encore à construire. Parmi les facteurs qui ont le plus contribué à le pousser à créer cette structure, Rodolphe Gozegba cite « l'insécurité alimentaire, les effets du réchauffement climatique, les conséquences de la crise inter-communautaire de 2013 ». Sa toute première action aurait dû être la lutte contre les déchets plastiques, qui, explique Rodolphe Gozegba, « constituent une véritable menace pour la nature et pour la

santé publique ». Mais au moment de lancer le projet, « il y a eu une attaque de la capitale par les rebelles, qui ont coupé les routes d'approvisionnement ; Bangui s'est retrouvée asphyxiée ; il fallait alors un plan d'urgence alimentaire. C'est ainsi que nous avons proposé le projet : Nourris ta ville en 90 jours ». Il s'agissait d'aider les habitants de la capitale à améliorer leur autonomie alimentaire, en cultivant de nombreuses parcelles inexploitées à Bangui. Un projet qui a reçu le soutien du Défap et de l'UEPAL, et qui a déjà donné sur place des résultats très encourageants.

Mais pourquoi ce nom : A9 ? Il s'agissait, pour Rodolphe Gozegba et la douzaine d'amis avec lesquels il a créé cette association, de faire référence à un symbole fort de la République centrafricaine en lien avec leurs préoccupations, notamment environnementales. « On s'était rendu compte que le seul article de la Constitution centrafricaine qui abordait les questions liées à l'environnement, c'était l'article 9. » Dès lors, le nom de l'association était tout trouvé : A9. Mais les fondateurs de la jeune association devaient bientôt s'apercevoir qu'en 2016, la présidente de transition, Catherine Samba-Panza, avait modifié la Constitution ; et que l'article 9 s'était alors retrouvé placé à la 11ème place... Or le nom de l'association était choisi, et « A11 » sonnait beaucoup moins bien que « A9 » ... Rodolphe Gozegba et ses amis devaient alors se livrer à une relecture en profondeur de cet article pour en dégager neuf actions, lesquelles constituent désormais les axes du programme de travail de l'association :

- l'agriculture urbaine et périurbaine
- la sensibilisation de la population et des instances politiques à la question de l'environnement
- la préservation de la nature
- le reboisement de la ville
- la promotion de l'égalité hommes-femmes en luttant contre les violences faites aux femmes
- la cohésion sociale et la promotion du vivre-ensemble

- la préservation de la nature : cours d'eau, sources et brousse
- la création d'un système de collecte d'ordures et de recyclage
- la promotion des soins de santé physique et sociale, la création d'un réseau d'assistance psycho-sociale, notamment pour faire face aux conséquences des traumatismes subis par la population après des années de guerre plus ou moins ouverte, plus ou moins larvée.

Après la création de jardins potagers à Bangui pour améliorer l'autonomie alimentaire des habitants, A9 a lancé en juin 2022 la deuxième action visant à participer activement au rétablissement de la cohésion sociale. Elle veut désormais lancer une formation d'éducation au dialogue interreligieux et interculturel, débouchant sur un Certificat de compétence en Dialogue interculturel et interreligieux. Les besoins sont immenses, mais les idées ne manquent pas ; les bonnes volontés non plus.